



## CHAPITRE 30

## CHAPTER 30

Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie      An Act respecting the Meals and Hotels Tax

[Sanctionnée le 15 juillet 1965]

[Assented to 15th July 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R., c.  
73, titre et  
ss. 1 et 2,  
remp.

**1.** Le titre et les articles 1 et 2 de la Loi de la taxe sur les repas (Statuts révisés, 1964, chapitre 73) sont remplacés par ce qui suit:

**1.** The title and sections 1 and 2 of the Meals Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 73) are replaced by the following:

R.S., c.  
73, titre  
and ss. 1  
and 2, re-  
placed.

### « LOI DE LA TAXE SUR LES REPAS ET L'HÔTELLERIE »

### “MEALS AND HOTELS TAX ACT”

« établis-  
sement ».

« **1. 1.** Dans la présente loi le mot « établissement » désigne:

*a)* un hôtel ou un restaurant au sens de la Loi de l'hôtellerie (chap. 205),

*b)* un local où des boissons alcooliques sont vendues pour consommation sur place,

*c)* un convoi de chemin de fer, un navire dans la province, dans lequel des repas ou boissons alcooliques sont servis,

*d)* une entreprise qui vend, livre ou sert des repas pour consommation à l'extérieur.

**2.** Cependant, ce mot ne désigne pas:

*a)* une taverne au sens de la Loi de la Régie des alcools (chap. 44),

*b)* une maison de pension qui n'est pas tenue d'obtenir un permis en vertu de la Loi de l'hôtellerie (chap. 205), ou une maison de logement au sens de ladite loi,

“**1. (1)** In this act the word “establishment” designates:

*(a)* a hotel or a restaurant within the meaning of the Hotels Act (Chap. 205),

*(b)* premises where alcoholic beverages are sold for consumption there,

*(c)* a railway train or a ship in the Province, on which meals or alcoholic beverages are served,

*(d)* an enterprise which sells, delivers or serves meals for consumption elsewhere.

**(2)** Nevertheless, such word does not designate:

*(a)* a tavern within the meaning of the Liquor Board Act (Chap. 44),

*(b)* a boarding-house which is not obliged to procure a license under the Hotels Act (Chap. 205), or a lodging-house within the meaning of the said act,

“estab-  
lish-  
ment”.

Exclu-  
sions.

Excep-  
tions.

c) une institution d'éducation, de charité, d'hospitalisation ou de refuge ou une autre institution similaire.

(c) an educational, charitable, hospitalizing or sheltering institution or other similar institution.

Taxe sur les repas.

« 2. 1. Une taxe de six pour cent est imposée sur le prix dû ou payé de chaque repas d'un dollar vingt-cinq ou plus, donné ou pris dans un établissement ou vendu, livré ou servi par une personne qui tient un établissement.

“2. (1) A tax of six per cent is imposed on the price owing or paid of each meal of one dollar and twenty-five cents or more, given or taken in an establishment or sold, delivered or served by a person who keeps an establishment. Meals tax.

Fraction de cent.

2. Toute fraction d'un cent de cette taxe doit être comptée comme un entier.

(2) Every fraction of a cent of such tax shall be counted as a whole. Fraction of a cent.

Boissons.

3. Le prix du repas comprend également celui des boissons qui sont vendues, livrées ou servies avec le repas.

(3) The price of the meal shall include also that of the beverages sold, delivered or served with the meal. Beverages.

Boisson alcoolique.

4. La taxe prévue au paragraphe 1 est également imposée sur le prix de toute boisson alcoolique vendue dans un établissement pour consommation sur place ainsi que sur le prix de tout liquide vendu ou servi avec cette boisson.

(4) The tax contemplated in subsection 1 is also imposed on the price of any alcoholic beverage sold in an establishment for consumption there and on the price of any liquid sold or served with such beverage. Alcoholic beverages.

Prix du logement.

5. Cette taxe est également imposée sur le prix du logement dans un établissement.

(5) Such tax is also imposed on the price of lodging in an establishment. Price of lodging.

Exception.

6. Cette taxe n'est pas exigible des personnes employées dans un établissement, pour le logement ou les repas, mais non les boissons alcooliques, à eux fournis par la personne qui le tient. »

(6) Such tax shall not be payable by persons employed in an establishment in respect of lodging or meals, exclusive of alcoholic beverages, supplied to them by the person who keeps the establishment. Exception.

S.R., c. 73, a. 3, mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié :

2. Section 3 of the said act is amended: R.S., c. 73, s. 3, am.

a) en remplaçant dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 1 les mots « et boissons servis » par les mots « , boissons ou logement fournis » ;

(a) by replacing the words “and beverages served” in the third and fourth lines of subsection 1 by the words “, beverages or lodging supplied”;

b) en retranchant dans la dernière ligne dudit paragraphe les mots « avec un état attesté sous serment » ;

(b) by striking out the words “, with a sworn statement,” in the penultimate line of the said subsection;

c) en ajoutant le paragraphe suivant :

(c) by adding the following subsection:

Rapport mensuel.

« 3. Toute personne qui tient un établissement, ou à qui un certificat d'enregistrement a été délivré en vertu de l'article 5, doit remettre au ministre du revenu, dans les quinze premiers jours de chaque mois, un rapport en la forme prescrite par lui du montant de la taxe perçue par elle pendant le mois précédent même si elle n'a rien perçu. »

“(3) Any person who keeps an establishment, or to whom a registration certificate has been issued under section 5, shall furnish the Minister of Revenue, within the first fifteen days of each month, with a report in the form prescribed by him of the amount of tax collected by such person during the preceding month, even if nothing has been collected.” Monthly report.

S.R., c. 72, a. 4, mod.

3. L'article 4 de ladite loi est modifié en retranchant le second alinéa.

3. Section 4 of the said act is amended by striking out the second paragraph. R.S., c. 72, s. 4, am.

Id., a. 5, remp.

4. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant :

4. Section 5 of the said act is replaced by the following: Id., s. 5, replaced.

Certificat d'enregistrement.	« 5. 1. Personne ne doit tenir un établissement, à moins que sur sa demande, un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré en vertu de la présente loi et ne soit en vigueur.	«5. (1) No person shall keep an establishment unless, upon his application, a registration certificate has been issued to him under this act and is in force.	Registration certificate.
Demande.	2. La demande pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement doit être transmise au ministre du revenu.	(2) The application for a registration certificate shall be sent to the Minister of Revenue.	Application.
Émission, etc.	3. Ce certificat d'enregistrement doit être émis par le ministre du revenu ou par toute autre personne qu'il peut désigner. Il doit être gardé à la principale place d'affaires de la personne qui tient l'établissement, et ne peut être transféré.	(3) Such registration certificate shall be issued by the Minister of Revenue or any other person designated by him. It shall be kept at the principal place of business of the person keeping the establishment, and shall not be transferable.	Issue, etc.
Refus du ministre.	4. Le ministre du revenu doit refuser un certificat d'enregistrement à une personne qui ne s'est pas conformée à la Loi de la Régie des alcools (chap. 44) ou à la Loi de l'hôtellerie (chap. 205).	(4) The Minister of Revenue shall refuse a registration certificate to a person who has not complied with the Liquor Board Act (Chap. 44) or the Hotels Act (Chap. 205).	Refusal by Minister.
Idem.	5. Le ministre peut refuser un certificat d'enregistrement à toute personne trouvée coupable d'une infraction à la présente loi.	(5) The Minister may refuse a registration certificate to any person found guilty of an infringement of this act.	Idem.
Suspension, etc.	6. Il peut également, dans le cas d'une personne trouvée coupable d'une telle infraction, suspendre ou annuler le certificat. »	(6) He may also, in the case of a person found guilty of such infringement, suspend or cancel the certificate."	Suspension, etc.
S.R., c. 73, aa. 7 et 8, remp.	5. Les articles 7 et 8 de ladite loi sont remplacés par les suivants:	5. Sections 7 and 8 of the said act are replaced by the following:	R.S., c. 73, ss. 7, 8, replaced.
Infractions et peine.	« 7. Quiconque: a) tient un établissement sans être muni d'un certificat d'enregistrement, ou b) étant agent de la province, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, conformément à la présente loi ou aux règlements, ou c) refuse de permettre à un fonctionnaire du revenu de faire l'examen et la vérification de ses livres et documents, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en sus des frais et de l'obligation de faire rapport et remise de la taxe, d'une amende de cinquante à mille dollars.	«7. Any person who: (a) keeps an establishment without being the holder of a registration certificate, or (b) being an agent of the Province, refuses or neglects to collect the tax, to keep account thereof, or to report or remit the same in accordance with this act and the regulations, or (c) refuses to permit a revenue officer to examine and audit his books and documents, shall be guilty of an offence and liable, on summary proceeding, in addition to costs and to the obligation to report and remit the tax, to a fine of fifty to one thousand dollars.	Offences and penalty.
Injonction.	« 8. En plus des recours spécialement prévus par la présente loi, pour toute violation de ses dispositions, le procureur général de Sa Majesté du chef de la province peut demander à un juge de la Cour supérieure d'accorder contre toute per-	«8. In addition to the recourses specifically provided in this act, for any infringement of its provisions, the Attorney-General of Her Majesty in the right of the Province may apply to a judge of the Superior Court for an injunction	Injunction.

sonne qui tient un établissement au sens de la présente loi, sans avoir au préalable obtenu ou sans détenir un certificat d'enregistrement encore valide, une injonction ordonnant la fermeture de son établissement, tant qu'un certificat d'enregistrement ne lui aura pas été délivré ou remis et que tous les frais n'auront pas été payés.

Caution  
non  
requis.

Le procureur général est dispensé de fournir caution. »

Effet.

**6.** La présente loi a effet à compter du 1er mai 1965.

Entrée en  
vigueur.

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

against any person who keeps an establishment within the meaning of this act without first having obtained or without holding a registration certificate still in force, ordering the closing of his establishment until a registration certificate has been issued or delivered to him and all costs have been paid.

The Attorney-General shall not be No required to give security." security.

**6.** This act shall have effect from the Effect. 1st of May 1965.

**7.** This act shall come into force on Coming the day of its sanction. into force.